



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022  
imposant des prescriptions complémentaires à la société GENERIS  
pour les installations exploitées au 1 au lieu-dit Les Pleins à REAU (77550)**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V, particulièrement ses articles L. 515-28 à L. 515-31 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

**Vu** la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ;

**Vu** le décret du Président de la République en date 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 qui fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 autorisant la Société GENERIS à exploiter sur le territoire de la commune de REAU une unité de compostage de déchets verts, une station de transfert de déchets ménagers et emballages issus de la collecte sélective et une déchetterie ouverte aux usagers ;

**Vu** le dossier de demande de réexamen des émissions industrielles transmis le 14 août 2019 par la société GENERIS ;

**Vu** le rapport de base transmis le 14 août 2019 par la société GENERIS ;

**Vu** le rapport E/22-1394 du 07 juillet 2022 de l'inspection des installations classées porté à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** le courrier préfectoral E/22-1481 du 12 juillet 2022 de transmission à la société GENERIS d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire et l'invitant à formuler ses observations sur ce projet sous un délai de 15 jours ;

**Vu** l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité ;

**Considérant** que les éléments du dossier de réexamen déposé par la société GENERIS justifient la conformité de l'installation aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles du BREF WT ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser les prescriptions relatives à la surveillance des rejets gazeux et aqueux prévue dans l'arrêté d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 au regard des prescriptions de l'arrêté du 17 décembre 2019 susvisé, et du rapport de réexamen IED ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser la liste des installations relevant de la nomenclature des installations classées figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 en intégrant les rubriques 3000 et précisant la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables ;

**Considérant** que conformément à l'article R. 515-60 du Code de l'environnement, il convient de définir les prescriptions relatives la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines afin de prévenir tout risque de pollution et de danger pour l'environnement ;

**Considérant** que le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 reste applicable sauf si ces prescriptions sont contraires ou modifiées par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **1.2 - Liste des installations répertoriées dans la nomenclature des installations classées**

Désignation des activités	Éléments caractéristiques	N° de la nomenclature	Régime
<b>Déchetterie</b>			
Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets			
1 Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes		2710-1-b	DC
2 Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup> et inférieur à 600 m <sup>3</sup>		2710-2-b	E
<b>Station de transfert</b>			
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719  2) Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Transfert ordures ménagères et collecte sélective  Volume de 360 m <sup>3</sup>	2716-2	DC
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712  La surface étant inférieure à 100 m <sup>2</sup>	Déchets d'emballages métalliques  3 caissons au maximum  Surface maximale de 90 m <sup>2</sup>	2713	NC
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Déchets d'emballages : cartons, papiers, bois, plastiques  3 caissons au maximum  Volume maximal de 90 m <sup>3</sup>	2714	NC

Désignation des activités	Éléments caractéristiques	N° de la nomenclature	Régime
Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m <sup>3</sup>			
<b>Installation de compostage de déchets verts</b>			
Installation de traitement aérobie (compostage ou stabilisation biologique) de déchets non dangereux ou matière végétale brute, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation  <b>1) Compostage de matière végétale brute</b> <b>a) La quantité de matières traitées étant supérieure à 30 t/j</b>	Compostage de déchets verts  Réception de 30 000 tonnes de déchets verts par an  Quantité traitée : 82 t/j	2780-1-a	A
Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique		3532	A
Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public  <b>2) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></b>	Stockage de bois/énergie (broyage de déchets verts)  Volume maximal : 2 500 m <sup>3</sup>	1532-2	D
Dépôt de fumier, engrais et support de culture, le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup>	Stockage de 6 mois de la production de compost  Volume : 13 000 m <sup>3</sup>	2171	D
Broyage, concassage, criblage des substances végétales  <b>2) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</b>	Broyage et criblage des déchets verts  Puissance installée : - broyeur : 225 kW - cribles : 75 kW  Total : 300 kW	2260-2	D
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de	Déferrailage  1 caisson ou box de surface 20 m <sup>2</sup>	2713	NC

Désignation des activités	Éléments caractéristiques	N° de la nomenclature	Régime
métaux non dangereux à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712  La surface étant inférieure à 100 m <sup>2</sup>			
<b>Autres activités</b>			
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables  Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 b) représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup>	Cuve de fioul domestique de 10 m <sup>3</sup> Cuve intégrée au groupe électrogène de 0,5 m <sup>3</sup>  Capacité équivalente totale : 2,1 m <sup>3</sup>	1432	NC
Stations services : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs  Le volume annuel équivalent distribué étant inférieur ou égal à 100 m <sup>3</sup>	Installation de remplissage des réservoirs d'engins  Volume annuel équivalent distribué : 85 m <sup>3</sup>	1435	NC

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3532 relative à la valorisation des déchets non dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF traitements des déchets.

### **Article 3 :**

Les dispositions de l'article 4.10.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **4.10.1. – Rejets au milieu naturel**

L'exploitant est tenu de respecter, pour tout rejet d'effluent au milieu naturel, les caractéristiques et les valeurs limites en concentrations ci-dessous.

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
pH	6,5 < 8,5	Trimestrielle par un organisme agréé
Température	< 30°	
Matières en suspensions totales	60 mg/L	Autosurveillance mensuelle <sup>(n)</sup> et surveillance trimestrielle par un organisme agréé
DCO	180 mg/L	
Azote Total (n total)	25 mg/L	
Phosphore total	2 mg/L	



Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
DBO <sub>5</sub>	100 mg/L	Trimestrielle par un organisme agréé
Hydrocarbures	10 mg/L	
Plomb	0,1 mg/L	
Nickel	0,5 mg/L	
Cuivre	0,5 mg/L	
Zinc	1 mg/L	
Cadmium	0,05 mg/L	
Indice phénols	0,3 mg/L	
Chrome hexavalent	0,15 mg/L	
Cyanures totaux	0,1 mg/L	
AOX	5 mg/L	
Arsenic	0,05 mg/L	
Métaux totaux	10 mg/L	
(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.		

Les rejets doivent être exempts de matières flottantes.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

En cas de dépassement des concentrations limites de rejet fixées ci-dessus, les effluents non conformes contenus dans les bassins « eaux propres » sont pompés pour être traités dans une installation dûment autorisée à les recevoir.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

#### **Article 4 :**

Les dispositions de l'article 4.11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets aqueux selon les fréquences fixées ci-après :

- Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué selon les fréquences prévues à l'article 4.10.1.
- Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au réseau communal est effectué semestriellement.

#### **Article 5 :**

Les dispositions de l'article 11.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **11.8. – Odeurs**

Les poussières, gaz et composés odorants produits par l'unité de compostage sont, dans toute la mesure du possible, captés à la source, canalisés et acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz (trois biofiltres).

Les rejets canalisés dans l'atmosphère contiennent moins de :

- 5 mg/Nm<sup>3</sup> d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S),
- 20 mg/Nm<sup>3</sup> d'ammoniac (NH<sub>3</sub>).

La mesure des rejets est réalisée dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène.

L'exploitant fait procéder par un organisme agréé à une mesure semestrielle des concentrations en H<sub>2</sub>S, NH<sub>3</sub> et poussières des gaz rejetés à l'atmosphère.

Les résultats de ces contrôles sont transmis dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées pour améliorer le rendement de l'installation d'épuration susvisée.

L'exploitant procède, deux mois après mise en service de l'unité de compostage de déchets verts, à une campagne de mesures de débits d'odeurs de l'ensemble des sources odorantes de l'établissement afin de vérifier que les objectifs présentés dans le dossier de demande d'autorisation sont atteints. Les résultats de ce contrôle, accompagnés de tous les commentaires nécessaires au regard des objectifs fixés par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008, sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant procède ensuite tous les trois ans (ou à la demande de l'inspection des installations classées) à une mise à jour de la liste et de la caractérisation des principales sources odorantes (continues ou discontinues) de l'unité de compostage de déchets verts afin de déterminer le débit d'odeurs global de l'établissement.

En cas d'évolutions notables du débit d'odeurs global généré, ou du milieu environnant (urbanisation, etc.) de l'unité de compostage de déchets verts, ou du procédé de compostage desdits déchets, ou à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à une mise à jour de l'étude de dispersion atmosphérique initiale du dossier de demande d'autorisation afin de vérifier que l'installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

Les résultats de ces mises à jour sont transmises dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées à l'unité de compostage ou à ses modalités d'exploitation afin d'atteindre l'objectif précité.

Le cas échéant, des moyens complémentaires de prévention des nuisances olfactives peuvent être prescrits par arrêté complémentaire pris en application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement.

En tant que de besoin, le Préfet de Seine-et-Marne peut prescrire, par arrêté complémentaire pris en application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'unité,
- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorante, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'unité.

#### **Article 6 : Surveillance périodique des sols et des eaux souterraines**

Après l'article 4.12.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12 DCSE/IC/044 du 22 mai 2012, il est inséré un article 4.13 rédigé comme suivant :

La surveillance de l'état des eaux souterraines et des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés, selon les normes en vigueur, au minimum tous les 5 ans pour les eaux souterraines et tous les 10 ans pour les sols.

Un rapport contenant les résultats des relevés et des mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant l'obtention des résultats. Le rapport est commenté.

#### **Article 7 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 8 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### **Article 9 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 10 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### **Article 11 : Notification et exécution**

- ☐ le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- ☐ le Maire de Réau,
- ☐ la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- ☐ la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 19 septembre 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET



**Destinataires d'une copie par mail :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE pour publication sur le site internet des services de l'état),
- le Maire de Réau,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

**Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

